

Journée mondiale de sensibilisation à l'autisme Cent trente-cinq cas d'autisme identifiés

Prissilia MOUSSAVOU MOUITY
Libreville/Gabon

LA salle de conférence du Conseil économique et social (CES) a servi de cadre, samedi, à la célébration de la Journée mondiale de sensibilisation à l'autisme. Une cérémonie rehaussée par la présence de la nouvelle présidente de ladite institution, Georgette Koko, la participation des spécialistes en la matière, et autres parents d'enfants autistes. Décrétée par l'Organisation des Nations-unies, le 18 décembre 2007, la Journée mondiale de l'autisme est célébrée à Libreville pour la 5e année consécutive. Au Gabon, elle avait pour thème principal "L'autisme existe aussi chez nous, agissons!". Un thème évocateur à plus d'un titre, d'autant que cette pathologie reste encore méconnue dans notre société. C'est



Photo : P.M.M

Georgette Koko, présidente du CES, a rehaussé de sa présence la Journée mondiale de sensibilisation à l'autisme à Libreville. Photo de droite: Vue partielle de l'assistance.



Photo : P.M.M

donc autour de celui-ci que la question de l'autisme a été abordée dans tous ses aspects. Selon les spécialistes, l'autisme est un « trouble du développement qui touche un enfant sur 150 et 3 garçons sur 4 (...). C'est une maladie qui peut s'accompagner d'une déficience mentale qui persiste toute la vie. Les signes de la maladie sont visibles avant l'âge de trois ans. Pour cette année, nous avons choisi de parler de la scolarisation



Photo : P.M.M

Les participants visitant un stand de travaux menés par des experts en la matière.

des enfants autistes en milieu scolaire. Certains en-

fants n'ont pas de déficit intellectuel, ils peuvent donc

être scolarisés normalement. En nous penchant sur la scolarisation des enfants autistes, nous invitons les autorités à adapter notre système éducatif, notre pédagogie aux autistes. Pour évoluer, l'enfant autiste doit être mis en situation d'apprentissage et stimuler l'action chez l'autisme. Notre volonté est que l'autisme soit célébré en dehors de notre cabinet», a fait savoir, Andréa Ndouna Depenaud, coordinatrice de la journée de l'autisme.

En outre, cette rencontre d'échanges et de sensibilisation a aussi été l'occasion, pour certains parents d'enfants autistes, d'édifier l'assistance sur les signes qui devraient alerter chaque parent. « Mon fils a 16 ans aujourd'hui. Il a été diagnostiqué autiste alors qu'il n'avait que 3 ans. Ses difficultés à communiquer, à dormir, à établir des relations sociales et les cris qu'il poussait étaient autant des signes qui m'avaient amené à consulter des spécialistes», a confié Maryse Nkoma, mère d'un poupon autiste. A noter que les difficultés dans les changements de routine, les comportements stéréotypés restreints, le retard de langage...sont autant d'autres signes qui doivent alerter les parents d'enfants à bas-âge.

Vie des syndicats

Le Synafopra souffle ses dix-neuf bougies

Anita Jordanah TSOUMBA
Libreville/Gabon

Créé le 7 mars 1997, dans l'optique d'œuvrer pour la défense des intérêts du ministère de la Fonction publique à travers l'amélioration des conditions de vie et de travail de ses agents, le Syndicat national des agents du ministère de la Fonction publique (Synafopra) a célébré, vendredi dernier, son 19e anniversaire.

"LE souvenir". C'est le thème retenu à l'occasion de la célébration, vendredi dernier, du 19e anniversaire de la création du Syndicat national des agents du ministère de la Fonction publique (Synafopra). Lequel a eu lieu en présence du ministre de tutelle, Jean-Marie Ogandaga, et de nombreux agents. A cette occasion, le président du Synafopra, Régis Malembe a eu ces quelques mots : « Nous avons décidé d'instaurer cette journée dite du souvenir, parce que les années antérieures sont passées sans manifestation. Il fallait que le Synafopra retrouve ses lettres de noblesse en célébrant ce premier anniversaire pour montrer aux différents agents de la Fonction publique que le syndicat est bien là, et que nous allons jouer un rôle plus important qu'avant.» Au nombre d'activités retenues : la célébration d'une messe d'action de grâce en la cathédrale Notre Dame



Photo : Adjaf NTOUTOUME

Le ministre de la Fonction publique, Jean-Marie Ogandaga (bleu) posant avec les retraités de son administration. Photo de droite: L'assistance lors de l'exposé sur le dialogue social.



Photo : Adjaf NTOUTOUME

de l'Assomption de Sainte-Marie, la remise officielle de certificats de reconnaissance aux retraités et une conférence sur la thématique "le rôle d'une organisation syndicale dans l'administration publique". Selon le président du Synafopra, « après quatre mois de grève générale, il était important pour nous d'expliquer aux uns et aux autres le rôle d'une organisation syndicale au sein d'une administration publique (...) Le dialogue social sert à assainir le climat au sein d'une structure. Il y a l'administration et les partenaires sociaux que nous sommes. Nous devons donc nous parler, dialoguer pour qu'un certain nombre de problèmes soient réglés. Car, lorsqu'il y a un déficit de communication, la rumeur naît et s'invite la méfiance. Un dialogue permanent doit donc être instauré au sein de chaque administration, de sorte que les zones d'ombre soient levées et que les choses aillent de l'avant.» Un point de vue partagé par le ministre Jean-Marie Ogandaga, pour qui « le dialogue social est une va-

leur cardinale, qui doit être de plus en plus développée dans l'administration en général. Et sans laquelle au-

cune société ne peut être en paix. Le dialogue social, c'est cette possibilité, cette attitude de deux parte-

naires qui veulent se parler, construire leur administration. Sans le dialogue, les gens se regardent en chiens

de faïence, puisque personne n'a confiance en personne. Par cette volonté exprimée, c'est la preuve que nous tenons à bâtir ensemble une société où la tolérance et le respect de l'autre s'imposent. Et c'est là tout le sens que nous donnons au dialogue social dans une administration comme la nôtre, que nous souhaitons implémenter dans toute l'administration gabonaise», a poursuivi, visiblement satisfait, le ministre de la Fonction publique.

TOYOTA
QUALITÉ SUPÉRIEURE

TOYOTA GABON N°1
depuis plus de 20 ans

TOYOTA GABON est représenté à Port-Gentil et Franceville par GESPARG

* TROIS ANS ou 100 000 km, le premier atteint, pour tout véhicule entretenu par TOYOTA GABON.

TOYOTA GABON BP 31 LIBREVILLE - T : (241) 01 79 26 85 / 01 79 26 90 / 01 79 27 85
email : toyota.gabon@groupeasofafric.com - www.toyotagabon.com

Nous construisons l'avenir